

NANCY

Accessible, un vain mot ?

Les commerces inaccessibles aux personnes handicapées ont une échéance à respecter : le 27 septembre.

Nous ne sommes pas dupes. Optimistes malgré tout, mais pas dupes ! » Tel est le message que tient à faire passer l'association A3 54 à propos de l'accessibilité ouverte (ou non !) aux personnes handicapées.

Le discours tranche un brin dans le contexte actuel sujet à la sinistrose depuis le 21 juillet dernier. À cette date en effet, le sénat a ratifié le report de l'échéance obligeant les établissements recevant du public à se rendre accessibles. La loi du 11 février 2005 les contraignait à se mettre en conformité d'ici le 1^{er} janvier 2015. Or on estime qu'aujourd'hui, 60 % des sites interdisent de fait l'accès aux handicapés. Mais le parlement vient de leur octroyer un délai.

Et c'est vrai aussi des commerces... Dont la grosse majorité « refuse » l'entrée à tout usager du fauteuil roulant. La faute aux deux ou trois marches au seuil de la boutique, et/ou à l'étroitesse de l'entrée. C'est vrai du boucher, du médecin, de l'opticien, du magasin bio ou du buraliste... et même de certains grands magasins.

Néanmoins tous ont une

échéance à respecter : le 27 septembre prochain. C'est la date butoir avant laquelle tous les établissements recevant du public (ERP) devront avoir déposé leur Ad'Ap, ou agenda d'accessibilité programmée. Autrement dit, le propriétaire et/ou gestionnaire de l'ERP s'engage à procéder aux travaux nécessaires et détaille le calendrier des travaux. Au-delà du 27 septembre, c'est l'amende (de 1.500 à 5.000€).

Trop facile dérogation

Mais – et c'est là que les associations s'insurgent – l'intéressé peut aussi plaider l'impossibilité technique ou financière de se mettre en conformité et demander une dérogation. Or, le simple fait de la demander, c'est l'obtenir. Ou presque. Soit 3 ans de report. Et peut-être 3 ans de plus si nécessaire. Voire encore 3 ans supplémentaires !

D'où la réserve de l'association A3 54, association visant à l'amélioration de l'accessibilité : « Nous ne sommes pas dupes ».

« Bien sûr que beaucoup vont choisir la carte de la dérogation, et que la plupart ne seront pas de bonne foi », anticipe Jean-Marc Harmand son président. « Et c'est en cela que c'est scandaleux. Toutefois, restons optimistes et ne laissons pas le piège se refermer. Faisons en sorte au contraire d'aider ceux qui veulent bien jouer le jeu, et inciter les autres à le faire à leur tour. »

D'où l'idée, originale, émi-



■ Jean-Marc Harmand, président de A3 54, veut croire que l'accessibilité n'est pas une cause désespérée... Photos Pierre MATHIS

se par l'architecte Philippe Geeraert, de lancer une « Plateforme d'accessibilité de Lorraine ». Un outil très concret.

Conseils gratuits

Première phase : mobiliser des architectes, mais aussi des ergothérapeutes, des urbanistes, des institutions volontaires pour partager leur expertise en la matière.

Deuxième phase : propo-

ser des permanences de l'accessibilité. Autrement dit un rendez-vous gratuit d'une demi-heure offert aux commerçants, restaurateurs, hôteliers, cabinets de médecin, etc. « Et pas seulement eux ! Un propriétaire d'immeubles peut être tout aussi intéressé pour rendre ses logements accessibles ».

Tous pourront venir y chercher conseil. Non des tuyaux pour petits malins en quête d'une dérogation dis-

Mode d'emploi

► Selon les textes, l'Ad'AP, agenda d'accessibilité programmée, doit être établi par tout établissement recevant du public non accessible aux personnes handicapées à ce jour.

► C'est un formulaire à remplir (disponible sur www.accessibilite.gouv.fr), un engagement de procéder aux travaux de mise en accessibilité sous trois ans.

► Les Ad'AP doivent obligatoirement être déposés en mairie (qui transmettra au préfet) avant le 27 septembre 2015. Si tel n'est pas le cas, les pénalités devront être acquittées.

► Pour bénéficier de la permanence « Accessibilité » de A3 54, s'inscrire sur : www.adaplorraine.com

cutable. « Mais des informations concrètes pour élaborer un honnête plan d'attaque », souligne Jean-Marc Harmand. « Il s'agit par exemple de diagnostiquer quels types de travaux entreprendre, évaluer leurs coûts, les délais nécessaires, identifier les aides financières éventuelles, etc. Face à la difficulté de l'entreprise, le commerçant est en droit de se sentir perdu et hésitant. On doit lui montrer et l'intérêt et la faisabilité de la démarche. » En bref, faire la preuve que se montrer humain et solidaire n'est pas forcément une entreprise chimérique...

Lysiane GANOUSSE

De l'impossibilité de faire ses courses

Hervé Graillot ne veut pas nécessairement noircir le tableau. Mais à 45 ans, il est en âge d'exprimer de saines colères. Et ne va pas s'en priver. Au moins son handicap de naissance (une infirmité motrice cérébrale qui, entre autres, le condamne au fauteuil) ne le prive-t-il pas de la parole. « Et moi, il se trouve que quand je dis quelque chose, je m'y tiens », lâche le quadragénaire chargé de communication au comité départemental handisport. « Quand je m'engage, je ne fais pas semblant. Je ne me cherche pas d'excuses. Là, on leur a trouvé des excuses. »

Tel est le commentaire que lui inspire le report infligé à la loi de 2005 sur l'accessibilité aux personnes handicapées. Ce qui, concrètement,



■ De très nombreux magasins refusent de fait l'accès à Hervé.

prolonge son bannissement de nombreux établissements.

« Non pas que je fasse beaucoup les courses, je n'aime pas ça. J'ai toujours

peur de rouler sur les pieds des autres clients. Mais dans quasi tous les magasins en vieille ville, ce n'est même pas la peine d'y penser. Idem au centre. À Nancy,

quand je veux faire mes achats, je vais au centre Saint-Séb. Au moins il y a un ascenseur, et une fois à l'étage tout est de plain-pied. Sinon, c'est galère. »

Seuils infranchissables

D'où son ressentiment à l'égard de la décision parlementaire du 21 juillet dont il est franchement étonné. « Même si j'avais bien vu depuis un moment qu'on n'y arriverait pas... Les années passaient et les travaux n'étaient pas lancés. Alors c'était prévisible. Mais moi, j'imaginais que les sanctions allaient tomber. Eh bien non ! On accorde des délais... »

Concrètement il se retrouve donc en butte aux seuils surélevés infranchissables. Des seuils qui ne sont pas

que matériels d'ailleurs. La famille Graillot s'est, par exemple, retrouvée dans des situations absurdes pour se rendre au spectacle dans une très grande salle nancéienne. « Si nous, nous pouvions prendre notre place dans n'importe quel point de vente, celle d'Hervé, il fallait aller la chercher sur place », s'insurge sa mère Françoise. « En plus, le jour du concert, on vient placer le fauteuil roulant devant un rang spécifique, dont les fauteuils classiques sont escamotés. Mais les billets ont été vendus deux fois, et on demande à notre fils de refluer, plus haut, plus loin dans la salle ! » Au moins aussi désagréable que de ne pouvoir soi-même franchir la porte d'une boulangerie...

L.G.